ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 12 octobre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal fixant les statuts de l'Office d'exploitation des transports coloniaux (Otraco), a donné en sa séance du 23 octobre 1950 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e October 1950 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de statuten van de Dienst voor exploitatie van het koloniaal vervoerwezen (Otraco), heeft ter zitting van 23 October 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet remplace la dénomination de "commissaire aux comptes" par celle de "reviseur", sans modifier le mode de nomination, ni les attributions du titulaire.

Quand le législateur emploie le terme "reviseur", il désigne une personne assermentée et choisie parmi des spécialistes préalablement agréés.

Les reviseurs dont il est question dans le projet ne remplissent ni l'une ni l'autre de ces conditions.

Il est de mauvaise technique législative d'employer le même mot pour désigner des fonctions différentes.

Le Conseil d'Etat estime, dans ces conditions, qu'il y a lieu de maintenir la dénomination antérieure de "commissaire aux comptes".

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme qui sont contenues dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL FIXANT LES STATUTS DE L'OFFICE D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS COLONIAUX (OTRACO).

BAUDOUIN, Prince royal
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
à tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du ... organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE 1er.- SIEGES.

Article 1er.-

Le siège de l'Office d'exploitation des transports coloniaux (OTRACO) est établi dans l'agglomération bruxelloise. Il peut être transféré au Congo belge par décision du conseil de gérance, approuvée par le Ministre des Colonies.

L'OTRACO crée au Congo belge et dans le Ruanda-Urundi un ou plusieurs sièges d'opération dont il fait connaître le lieu par des avis publiés dans les annexes du Bulletin officiel du Congo belge.

CHAPITRE II. - PATRIMOINE ET GESTION.

Article 2.-

Le Congo belge cède à l'OTRACO la propriété des bâtiments, des installations, du matériel et des approvisionnements relevant de l'exploitation des services ci-après :

1° le chemin de fer de Boma à Tchele et sa dépendance, le port de Boma;

.../...

2° le chemin de fer d'Ango-Ango à Léopoldville;

3° les ports de Matadi, Léopoldville (port public), Coquilhatville et Stanleyville - rive droite;

4° les services de navigation fluviale du Haut-Congo et du Kasaï;

5° le chemin de fer d'Uvira à Kamonyola et le port d'Uvira; les services de navigation sur le lac Kivu.

Le Congo belge cède en outre à l'OTRACO tous autres éléments de la situation active et passive de ces services.

De cette cession est exclue la propriété du fonds sur lequel est établie l'infrastructure des ports et des lignes de chemin de fer.

Un premier inventaire de ces biens sera dressé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 3.-

Le placement des fonds disponibles de l'OTRACO, à l'exception de ceux déposés en comptes à vue et de quinzaine, est soumis à l'approbation préalable du Ministre des Colonies, qui peut en prescrire le dépôt dans le trésor de la Colonie contre remise de bons du trésor portant intérêt.

.../...

CHAPITRE III. - ADMINISTRATION.

Article 4.-

L'OTRACO est administré par un conseil de gérance composé de douze administrateurs, nommés par le Roi pour un terme de six ans.

Les administrateurs actuels restent en fonction jusqu'au 31 décembre 1952. A partir du 1er janvier 1953, le conseil se renouvelle par sixième tous les ans. Les membres sortants sont désignés par le sort pour les six premières années.

En cas de vacance dans le conseil, le Roi pourvoit au remplacement. L'administrateur ainsi nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

Le mandat d'administrateur peut être renouvelé.

Le président est nommé par le Roi parmi les membres du conseil de gérance.

Le conseil nomme un secrétaire et, éventuellement, un secrétaire suppléant.

Article 5.-

Trois administrateurs sont choisis parmi les fonctionnaires du Ministère des Colonies. Ils exercent le contrôle gouvernemental sous l'autorité directe du Ministre des Colonies. Ils portent le titre d'administrateur-commissaire du gouvernement.

.../...

Article 6.-

Tout administrateur-commissaire du gouvernement peut prendre, dans un délai de 15 jours, un recours auprès du Ministre des Colonies contre toute décision prise par un organe de l'OTRACO, contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou à l'intérêt général.

La décision devient définitive si, dans un délai de 15 jours, le Ministre n'a pas donné une suite au recours.

Ces délais sont francs.

Article 7.-

Les administrateurs-commissaires du gouvernement ont tous les droits nécessaires pour accomplir leur mission de contrôle. Ils peuvent notamment utiliser tous moyens d'investigation pour surveiller l'état des affaires.

Article 8.-

Le conseil de gérance se réunit sur la convocation du président ou de celui qui le remplace chaque fois que l'intérêt de l'OTRACO l'exige et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

Sauf le cas d'urgence, les convocations sont envoyées au moins 8 jours avant la date fixée pour la réunion.

Article 9.-

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée à la réunion.

Chaque administrateur empêché peut, par lettre ou télégramme confirmé par lettre, déléguer un autre administrateur pour le représenter et voter en ses lieu et place. Aucun administrateur ne peut représenter plus d'un membre du conseil.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la séance est prépondérante.

Les délibérations et décisions du conseil sont constatées par des procès-verbaux, signés par le secrétaire et tous les membres présents. Les procès-verbaux sont numérotés et conservés par le secrétaire au siège de l'Office. Les copies sont certifiées conformes par le secrétaire ou son suppléant.

Article 10.-

Le conseil de gérance a, dans les limites des dispositions légales, tous les pouvoirs d'administration et de disposition pour la réalisation de l'objet assigné à l'OTRACO.

Sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, le conseil de gérance engage les membres du personnel de l'OTRACO.

Le Ministre des Colonies approuve le cadre du personnel et les dispositions générales réglant sa situation.

Le conseil de gérance arrête, par voie de règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Ministre des Colonies, les règles suivant lesquelles fonctionne l'OTRACO.

.../...

Il soumet au Ministre des Colonies le projet de cahier des charges unifié, lequel fera l'objet d'un arrêté royal.

Il fixe le montant de tous péages et rétributions quelconques exigés des usagers, avec l'approbation du Ministre des Colonies, qui peut en prescrire le relèvement ou l'abaissement.

Article 11.-

Le conseil de gérance peut charger un comité de direction d'exercer telles parties de ses pouvoirs qu'il détermine. Il en conserve la responsabilité.

Ce comité est composé du président du conseil de gérance qui en assume la présidence, de deux administrateurs-commissaires du gouvernement au moins, des administrateurs-gérants et, éventuellement, d'un ou plusieurs membres du conseil de gérance.

Article 12.-

Le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs-gérants, choisis dans son sein.

Ils sont chargés de l'exécution des décisions du comité de direction.

Il y a incompatibilité entre les fonctions d'administrateur-gérant et celles d'administrateur-commissaire du gouvernement.

.../...

Article 13.-

L'OTRACO est représenté en justice, tant en demandant qu'en défendant, par le conseil de gérance, poursuites et diligences soit du président, soit de deux administrateurs, soit d'un mandataire spécialement désigné à cette fin par le conseil.

Tous actes engageant l'OTRACO, autres que ceux de la gestion journalière, tous pouvoirs et procurations sont signés conjointement soit par deux administrateurs, soit par un administrateur, et un fondé de pouvoirs désigné par le conseil lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du conseil.

Les actes de la gestion journalière sont signés par un administrateur-gérant ou par un ou plusieurs agents mandatés par le conseil de gérance à cette fin, mais les pièces comptables doivent, à moins de délégation spéciale, porter obligatoirement deux signatures.

Le conseil de gérance peut, aux conditions qu'il fixe, déléguer la signature sociale à un ou plusieurs agents, pour certaines opérations au Congo belge, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger.

Article 14.-

Le Ministre des Colonies nomme deux commissaires aux comptes. La durée de leur mandat est de six ans. Il est renouvelable.

En cas de vacance, le Ministre des Colonies pourvoit au remplacement et le commissaire aux comptes ainsi nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les commissaires aux comptes ne peuvent exercer aucune autre fonction à l'OTRACO.

Les parents et alliés jusqu'au 4e degré des administrateurs, le conjoint, les associés, les employés des administrateurs, ne peuvent exercer, ni continuer à exercer les fonctions de commissaire aux comptes.

.../...

Article 15.- Les commissaires aux comptes ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations comptables de l'OTRACO, sans pouvoir s'immiscer dans la gestion proprement dite. Ils peuvent, sans déplacement des documents, prendre connaissance des livres, procès-verbaux, correspondances et, généralement, de toutes les écritures de l'OTRACO.

Le conseil de gérance leur remet chaque trimestre un état de la situation active et passive de l'OTRACO.

Les commissaires aux comptes adressent leurs rapports au Ministre des Colonies et au conseil de gérance, au moins une fois l'an et un mois au moins avant la date fixée par le conseil de gérance pour l'établissement du bilan et du compte de profits et pertes. Ils y joignent les propositions qu'ils croient convenables et indiquent le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Article 16.-

Le Ministre des Colonies fixe les rémunérations du président, des membres du conseil de gérance, des membres du comité de direction, des administrateurs-gérants et des commissaires aux comptes.

CHAPITRE IV. - BUDGET - BILAN - COMPTABILITE.

Article 17.-

Chaque année, le conseil de gérance établit l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes et les comptes de prévision , conformément aux dispositions de la loi du ....

Article 18.-

Le/renouvellement prévu par la loi du ... est alimenté par un prélèvement à charge de chacun des divers comptes d'exploitation. Le montant de ce prélèvement, dûment justifié, sera indiqué chaque année dans les comptes de prévision.

Le fonds de renouvellement est destiné à régulariser les dépenses de renouvellement des immeubles, des installations, du matériel et du gros outillage, de manière à maintenir l'exploitation en parfait ordre de marche.

Article 19.-

Le fonds d'assurance, prévu par la loi du ..., a pour objet de couvrir les dépenses résultant d'incendies, de pertes ou d'avaries, ainsi que les indemnités dues en cas d'accident ou de dommage.

Il est alimenté par un prélèvement à charge des divers comptes d'exploitation.

La constitution du fonds d'assurance ne porte pas préjudice à la faculté pour l'OTRACO de contracter une police d'assurance pour tels risques que le conseil de gérance juge opportun de couvrir. L'alimentation du fonds d'assurance tiendra compte des risques couverts par ces polices.

Article 20.-

Le 31 décembre de chaque année et pour la première fois le 31 décembre 1951, l'OTRACO versera au

.../...

trésor du Congo belge et,s'il échet,au trésor du Ruanda-Urundi, 4 p.c. d'intérêts sur les capitaux investis respectivement par le Congo belge et le Ruanda-Urundi, au 31 décembre de l'année précédente, et ce à titre d'intervention dans les charges des emprunts contractés à cette fin par le Congo belge et le Ruanda-Urundi.

Article 21.-

Le fonds de réserve prévu par la loi du ...

a exclusivement pour but de parer aux pertes éventuelles telles qu'elles résultent du bilan.

Il est alimenté par un prélèvement de 50 p.c. sur les bénéfices nets annuels.

Article 22.-

Le fonds de prévision prévu par la loi du ...

a pour but de financer l'achat du matériel de transport des marchandises dont l'acquisition sera rendue indispensable pour le développement et l'extension du trafic.

Il est alimenté par le solde des bénéfices annuels.

Les prélèvements effectués à charge de ce fonds sont inscrits dans les comptes de prévision.

.../...

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 23.-

Les commissaires aux comptes actuels restent en fonctions. Le mandat de l'un d'eux désigné par le sort expire le 31 décembre 1952; celui du second, le 31 décembre 1955.

CHAPITRE VII. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 24.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 25.-

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre des Colonies,

Het ontwerp vervangt de benaming "commissaris bij de rekeningen" door "revisor", zonder verandering te brengen in de wijze van benoeming of in de bevoegdheid van de titularis.

Wanneer de wetgever de term "revisor" gebruikt, bedoelt hij een beëdigd persoon, gekozen onder vooraf erkende specialisten.

De revisors,waarvan in het ontwerp sprake is, vervullen geen van beide voorwaarden.

Uit een oogpunt van wetgevingstechniek,is het verkeerd een zelfde woord te gebruiken voor verschillende ambten.

De Raad van State is derhalve van oordeel, dat de vroegere benaming "commissaris bij de rekeningen" moet worden behouden.

\+

\+ \+

Voor het overige behoeft het ontwerp alleen enige vormwijzigingen, die in de hierna voorgestelde tekst zijn opgenomen :

...

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE STATUTEN VAN DE DIENST VOOR EXPLOITATIE VAN HET KOLONIAAL VERVOERWEZEN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van ... tot inrichting van de Dienst voor exploitatie van het koloniaal vervoerwezen ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I. - ZETELS.

Artikel 1.-

De zetel van de Dienst voor exploitatie van het koloniaal vervoerwezen is in de Brusselse agglomeratie gevestigd. Bij beslissing van de raad van beheer en na de goedkeuring er van door de Minister van Koloniën, kan hij naar Belgisch-Congo worden overgeplaatst.

De OTRACO richt in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi een of meer bedrijfzetels op, waarvan hij de plaats mededeelt door middel van berichten in de bijlagen van het Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo.

HOOFDSTUK II. - VERMOGEN EN BEHEER.

Artikel 2.-

Belgisch-Congo staat aan de OTRACO de eigendom af van de gebouwen, de inrichtingen, het materieel en de voorraden die tot de exploitatie van navolgende diensten behoren :

1° de spoorweg Boma-Tsjela en de haven van Boma die er toe behoort ;

.../...

2° de spoorweg Ango-Ango-Leopoldstad ;

3° de havens van Matadi, Leopoldstad (publieke haven), Coquilhatstad en Stanleystad - rechteroever ;

4° de riviervaartdiensten van de Boven-Congo en van de Kasaï ;

5° de spoorweg Uvira-Kamoniola en de haven van Uvira ; de diensten voor de scheepvaart op het Kivumeer.

Belgisch-Congo staat bovendien aan de OTRACO af al de andere elementen van de actieve en de passieve toestand van deze diensten.

Tot deze afstand behoort niet de eigendom van de grond waarop de onderbouw van de havens en van de spoorbanen is gevestigd.

Een eerste inventaris van deze goederen wordt opgemaakt op de datum waarop dit besluit in werking treedt.

Artikel 3.-

De belegging van de beschikbare fondsen van de OTRACO, met uitzondering van deze gedeponeerd onder vorm van dadelijk opvraagbare en veertiendaagse rekeningen, wordt vooraf ter goedkeuring onderworpen aan de Minister van Koloniën, die kan voorschrijven ze in de schatkist van de Kolonie tegen afgifte van schatkistbons met interest neer te leggen.

.../...

HOOFDSTUK III - BEHEER.

Artikel 4.-

De OTRACO wordt beheerd door een raad van beheer bestaande uit twaalf beheerders, die de Koning voor een termijn van zes jaar benoemt.

De huidige beheerders blijven in dienst tot 31 December 1952. Met ingang van 1 Januari 1953, wordt de raad elk jaar met een zesde vernieuwd. De uittredende leden worden tijdens de eerste zes jaar door het lot aangewezen.

In geval van vacature in de raad, voorziet de Koning in de vervanging. De aldus benoemde beheerder voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

Het mandaat van beheerder kan vernieuwd worden.

De voorzitter wordt door de Koning benoemd onder de leden van de raad van beheer.

De raad benoemt een secretaris en, bij voorkomend geval, een plaatsvervangend secretaris.

Artikel 5.-

Drie beheerders worden onder de ambtenaren van het Ministerie van Koloniën gekozen. Zij oefenen de regeringscontrôle uit onder het rechtstreeks gezag van de Minister van Koloniën. Zij voeren de titel van beheerder-regeringscommissaris.

.../...

Artikel 6.-

Iedere beheerder-regeringscommissaris kan binnen een termijn van 15 dagen bij de Minister van Koloniën beroep instellen tegen elke beslissing,door een orgaan van de OTRACO in strijd met de wets- of reglementsbepalingen of met het algemeen belang genomen.

De beslissing wordt definitief, indien de Minister binnen een termijn van 15 dagen aan het beroep geen gevolg heeft gegeven.

Het zijn vrije termijnen.

Artikel 7.-

De beheerders- regeringscommissarissen hebben al de rechten die nodig zijn om hun taak van contrôle te vervullen. Zij kunnen namelijk alle middelen van onderzoek gebruiken om toezicht te houden over de stand van zaken.

Artikel 8.-

De raad van beheer wordt door de voorzitter of door diens plaatsvervanger ter vergadering opgeroepen telkens als het belang van de OTRACO het vereist of ten minste drie beheerders zulks aanvragen.

Behalve in dringende gevallen, worden de oproepingsbrieven ten minste 8 dagen vóór de datum van de vergadering verzonden.

.../...

Artikel 9.-

De raad van beheer kan alleen dan geldig beslissen, wanneer de meerderheid van de leden op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is.

Ieder beheerder die verhinderd is, kan, per brief of per telegram bij brief bevestigd, een ander beheerder opdracht geven om hem te vertegenwoordigen en in zijn plaats te stemmen. Een beheerder kan niet meer dan één lid van de raad van beheer vertegenwoordigen.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen, beslist de stem van degene die de vergadering voorzit.

De beraadslagingen en de beslissingen van de raad worden opgetekend in de notulen, die de secretaris en al de aanwezige leden ondertekenen. De notulen worden genummerd en door de secretaris bewaard op de zetel van de Dienst. De afschriften worden door de secretaris of zijn plaatsvervanger eensluidend verklaard.

Artikel 10.-

Binnen de perken van de wettelijke bepalingen, heeft de raad van beheer al de machten van beheer en van beschikking welke nodig zijn voor het verwezenlijken van het doel dat aan de OTRACO is toegewezen.

Tenzij hij opdracht van deze macht doet, neemt de raad van beheer de leden van het personeel van de OTRACO in dienst.

.../...

Door de Minister van Koloniën worden het kader van het personeel en de algemene bepalingen tot regeling van zijn toestand goedgekeurd.

De raad van beheer bepaalt de regelen voor de werking van de OTRACO bij reglement van inwendige orde, dat aan de Minister van Koloniën ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Hij onderwerpt aan de Minister van Koloniën het ontwerp van samengevoegd lastkohier, dat het voorwerp van een koninklijk besluit zal uitmaken.

Hij stelt het bedrag van al de aan de gebruikers gevraagde tolgelden en retributies vast, met de goedkeuring van de Minister van Koloniën die de verhoging of de verlaging er van kan voorschrijven.

Artikel 11.-

De raad van beheer kan een bestuurscomité gelasten sommige door hem te bepalen delen van zijn machten uit te oefenen. Hij blijft er verantwoordelijk voor.

Dit comité bestaat uit de voorzitter van de raad van beheer, die het voorzitterschap er van waarneemt, twee beheerders-regeringscommissarissen ten minste, de beheerders-zaakvoerders en, bij voorkomend geval, een of meer leden van de raad van beheer.

.../...

Artikel 12.-

De raad van beheer kan het dagelijks beheer opdragen aan een of meer beheerders-zaakvoerders, die uit zijn midden worden gekozen.

Zij zijn belast met de uitvoering van de beslissingen van het bestuurscomité.

Het ambt van beheerder-zaakvoerder en dat van beheerder-regeringscommissaris zijn onverenigbaar.

Het ambt van beheerder-zaakvoerder en dat van beheerder-regeringscommissaris zijn onverenigbaar.

Artikel 13.-

De OTRACO wordt als eiser of verweerder in rechten door de raad van beheer vertegenwoordigd op vervolging en ten verzoeke hetzij van de voorzitter, hetzij van twee beheerders, hetzij van een lasthebber daartoe door de raad bijzonder aangewezen.

Alle akten die de OTRACO verbinden, met uitzondering van die van het dagelijks beheer, alle machten en volmachten, worden samen ondertekend hetzij door twee beheerders, hetzij door een beheerder en een gemachtigde door de raad aangewezen, welke personen ten aanzien van derden niet het bewijs van een voorafgaande beslissing van de raad hoeven te leveren.

De akten van dagelijks beheer worden ondertekend door een beheerder-zaakvoerder of door één of meer agenten, aan wie de raad van beheer daartoe last heeft gegeven. De rekeningstukken echter moeten, behalve in geval van bijzondere opdracht, verplicht twee handtekeningen dragen.

.../...

De raad van beheer kan, onder de voorwaarden door hem gesteld, aan een of meer agenten de maatschappelijke handtekening opdragen voor bepaalde verrichtingen in Belgisch-Congo, Ruanda-Urundi of het buitenland.

Artikel 14.-

De Minister van Koloniën benoemt twee commissarissen bij de rekeningen. Hun mandaat duurt zes jaar. Het kan vernieuwd worden.

In geval van vacature voorziet de Minister van Koloniën in de vervanging. De aldus benoemde commissaris bij de rekeningen voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

De commissarissen bij de rekeningen mogen in de OTRACO geen enkel ander ambt waarnemen.

De bloedverwanten en aanverwanten tot in de vierde graad, van de beheerders, de echtgenoot, de vennoten en de bedienden van de beheerders, mogen het ambt van commissaris bij de rekeningen niet uitoefenen noch blijven uitoefenen.

Artikel 15.-

De commissarissen bij de rekeningen hebben een onbeperkt recht van toezicht en contrôle op de comptabiliteitsverrichtingen van de OTRACO, zonder zich te mogen mengen in het eigenlijk beheer. Zij mogen, zonder verplaatsing van de stukke inzage nemen van de boeken, de notulen, de briefwisseling en in het algemeen van al de geschriften van de OTRACO.

.../..

Om de drie maanden overhandigt de raad van beheer hun een staat van de toestand van het actief en van het passief van de OTRACO.

De commissarissen bij de rekeningen / richten hun verslagen aan de Minister van Koloniën en aan de raad van beheer, ten minste eenmaal per jaar en ten minste een maand vóór de datum door de raad van beheer vastgesteld voor het opmaken van de balans en van de winst- en verliesrekening. Zij voegen de voorstellen er aan toe die zij geraden achten, met opgave van de wijze waarop zij de inventarissen hebben gecontroleerd.

Artikel 16.-

De Minister van Koloniën bepaalt de bezoldiging van de voorzitter, de leden van de raad van beheer, de leden van het bestuurscomité, de beheerders- zaakvoerders en de commissarissen bij de rekeningen.

HOOFDSTUK IV - BEGROTING - BALANS - COMPTABILITEIT.

Artikel 17.-

Elk jaar maakt de raad van beheer de inventaris, de balans, de winst- en verliesrekening en de ramingen op volgens de bepalingen van de wet van .....

Artikel 18.-

Het vernieuwingsfonds bij de wet van ... bepaald, wordt gestijfd door een afneming op elke van de verschillende exploitatierekeningen. Het bedrag van deze afneming zal, behoorlijk verantwoord, elk jaar in de ramingen vermeld worden.

.../...

Het vernieuwingsfonds is bestemd om de uitgaven te regulariseren voor de vernieuwing van de onroerende goederen, de inrichtingen, het materieel en de zware werktuigen, zodanig dat de goede gang van het bedrijf volkomen verzekerd is.

Artikel 19.-

Het verzekeringsfonds, bepaald bij de wet van ... , heeft tot doel de uitgaven veroorzaakt door brand, verlies of averij, te dekken, alsmede de vergoedingen wegens ongeval of schade.

Het wordt gestijfd door een afneming op de verschillende exploitatierekeningen.

De oprichting van het verzekeringsfonds laat onverminderd het recht van de OTRACO om een verzekeringspolis te sluiten voor de risico's die de raad van beheer raadzaam acht te dekken. Voor de stijving van het verzekeringsfonds, wordt rekening gehouden met de risico's door verzekeringspolissen gedekt.

Artikel 20.-

Op 31 December van elk jaar en voor de eerste maal op 31 December 1951, stort de OTRACO in de schatkist van Belgisch-Congo en, bij voorkomend geval, in de schatkist van Ruanda-Urundi, 4 t.h. interest op de kapitalen onderscheidenlijk door Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi op 31 December van het voorgaande jaar belegd, en wel als tussenkomst in de lasten van de leningen daartoe door Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi aangegaan.

.../...

Artikel 21.-

Het reservefonds, bij de wet van ... bepaald, heeft uitsluitend tot doel in een eventueel deficit, zoals het blijkt uit de balans, te voorzien.

Het wordt gestijfd door een afneming van 50 t.h. op de jaarlijkse netto-winsten.

Artikel 22.-

Het voorzieningsfonds, bij de wet van ... bepaald, heeft tot doel de aankoop te financieren van het materieel, dat bestemd is voor goederenvervoer en dat voor de ontwikkeling en de uitbreiding van het verkeer volstrekt noodzakelijk is.

Het wordt gestijfd door het saldo van de jaarlijkse winsten.

De afnemingen, op dit fonds gedaan, worden in de ramingen opgetekend.

HOOFDSTUK VI. - OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 23.-

De huidige commissarissen bij de rekeningen blijven in dienst. Het mandaat van een van hen, die door het lot wordt aangewezen, verstrijkt op 31 December 1952; dat van de tweede op 31 December 1955.

HOOFDSTUK VII - SLOTBEPALINGEN .

Artikel 24.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 25.-

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Koloniën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
G. HOLOYE, raadsheren van State

G. DOR, assesseurs de la section de législation
L. FREDERICQ, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Colonies.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Koloniën.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.